

## DU COTE DES RIZIERES : REUSSITES, ECHECS ET TENDANCES DE L'AGRICULTURE DU KAMPUCHEA

F. GRUNEWALD\*

### RESUME

*A la lumière d'un passé de paix, puis d'une guerre effroyable, dans un contexte difficile, la reconstruction de l'agriculture, base du développement global du pays, est une priorité pour le Kampuchéa (Cambodge).*

*Mais sur quel modèle, au prix d'une accumulation nationale ou d'une sécurité alimentaire, par des moyens traditionnels ou collectivistes ?*

*L'agriculture du Kampuchéa s'appuie sur la riziculture et l'élevage, mais des contraintes nouvelles doivent être levées : reconstituer un élevage assurant la traction animale, retrouver les variétés traditionnelles ou nouvelles correspondant aux besoins des paysans, développer les infrastructures hydrauliques afin de minimiser les risques climatiques.*

*Mais ce progrès se fera-t-il avec les paysans ?*

*Cet article veut offrir un tableau objectif de ce qui est en route et proposer quelques réflexions sur ce qui peut être possible.*

### SUMMARY

*After a peaceful past followed by a terrible war, reconstruction of agriculture, which is the basis of overall development of the country is a priority for Kampuchea (Cambodia) in a difficult context.*

*What model should be used, at the price of national wealth or safety as regards food supplies, using traditional or collectivist methods ?*

*Kampuchea agriculture is based on rice-growing and livestock farming, but new constraints must be removed : livestock farming to ensure animal power, the finding of traditional or new varieties which correspond to farmers' requirements, the development of hydraulic infrastructure to reduce climatic risks.*

*Will this progress be achieved with the farmers ?*

*This article aims at painting an objective picture of what is happening and makes a number of comments on what might be possible.*

### RESUMEN

*Con un pasado de paz y después de una guerra horrorosa, en un contexto difícil, la reconstrucción de la agricultura, base del desarrollo global del país, es una prioridad para el Kampuchea (Cambodge).*

*¿ Pero con qué modelo ; imponiendo acumulación nacional o seguridad alimentaria ; con medios tradicionales o colectivistas ?*

*La agricultura del Kampuchea se apoya sobre el cultivo del arroz y sobre la ganadería, pero es necesario superar otras dificultades : reconstituir una ganadería que asegure la tracción animal, descubrir variedades tradicionales o nuevas que correspondan a las necesidades de los campesinos, desarrollar las infra-estructuras hidráulicas para minimizar los riesgos climáticos.*

*¿ Pero se hará este progreso con los campesinos ?*

*Este documento se propone ofrecer una descripción objetiva de lo que ya está en marcha, y algunas reflexiones acerca de lo que puede ser posible.*

**MOTS CLES : Agriculture - Paysan - Motivation - Condition de milieu - Agriculture traditionnelle  
Agriculture collective - Riziculture - Elevage - Cambodge**

\* GRET.

Alors que la huitième saison des pluies depuis 1979 s'achève, alors que la situation politique et militaire demeure bien complexe, le Cambodge se revêt d'un habit d'Arlequin : vert profond des rizières repiquées en variétés tardives, gamme des or des rizières prêtes à être moissonnées, vert vif des premières pépinières de saison sèche, brun et bleu des parcelles en train d'être aménagées au fur et à mesure de la décrue.

Déjà, certains "néak sraé" (riziculteurs) ont commencé la moisson. Dans la lumière douce et mordorée des débuts de saison sèche, hommes et femmes prennent le chemin des rizières pour récolter ce riz qui, quotidiennement, si les génies ont été favorables, remplira les assiettes jusqu'à la prochaine récolte.

Car la vie ne s'arrête pas.

Dans ce contexte difficile et malgré le futur qui apparaît parfois comme incertain, il faut bien produire ce riz, attraper ces poissons, soigner ces buffles, exploiter les palmiers à sucre aux silhouettes si élégantes. L'agriculture du Kampuchéa n'a heureusement pas attendu que les Grandes Puissances aient fini de régler leurs conflits pour redémarrer. Il s'agira ici de retracer son évolution depuis 1979, avec ses points forts et ses terribles faiblesses, avec ses réussites et ses échecs. Les options des kampuchéens seront aussi présentées et analysées, aussi bien celles de ces options qui font espérer en l'avenir que celles qui inquiètent plutôt.

Les analyses qui suivent, positives ou négatives, sont faites à partir de l'observation de faits et de la réalité. Celle-ci, complexe, mouvante, ne s'enferme pas dans un dogme. De même que le développement rural ne peut se réduire à une recette technique.

Par une approche pluridisciplinaire, on en est arrivé à un constat, à un certain nombre de remarques qui se voudraient résolument constructives, et ceci d'autant plus lorsqu'elles seront critiquées.

L'un des buts de ce texte est d'essayer d'apporter aux Organisations et Institutions qui désireraient travailler au Kampuchéa à la fois des informations, des idées, des encouragements et quelques mises en garde pour cette difficile mais passionnante tâche.

Au niveau méthodologique, il peut être bon de rappeler les trois voies d'approche qui ont été utilisées pour essayer de comprendre cette agriculture en mouvement.

— La mise en perspective des faits actuels avec ceux des périodes d'avant la guerre, grâce à une analyse bibliographique aussi complète que possible, a été d'un grand secours pour le décryptage de la réalité agricole du Kampuchéa actuel.

— Un peu plus d'un an passé sur la frontière khméro-thaï (1981-82), à tenter de mettre en place des programmes de formation agricole adaptés au retour au

Cambodge a été l'occasion de faire de nombreuses enquêtes auprès des réfugiés ou "personnes déplacées". De nombreux éléments à confirmer ou infirmer ont été alors collectés et ont permis une première réflexion.

— A l'occasion de huit missions au Kampuchéa de 83 à 86, et de nombreuses missions dans la région (Laos, Thaïlande, Vietnam, Birmanie, Inde, Népal), une réflexion sur les modes de fonctionnement de ces agricultures et de ces systèmes agraires a pu s'initier.

Une chose est sûre, le Kampuchéa du milieu des années 1980 n'est pas le paradis sur terre.

Les Droits de l'Homme sont loin d'y être parfaitement respectés. Police et politique sont trop souvent des ingrédients de la vie quotidienne. L'ambiance y est parfois pesante, notamment pour les étrangers, du fait des si nombreuses limitations de circuler et d'avoir des contacts avec le "khmer de la rue".

Mais c'est aussi un pays en guerre :

Pourquoi les bourreaux khmers rouges ont-ils continué de jouir de la reconnaissance internationale après 1979 ?

Pourquoi les khmers rouges continuent-ils à recevoir des camions d'armes et de munitions ?

Pourquoi des puissances étrangères leur ont-elles refait une virginité en imposant la création du Gouvernement de Coalition du Kampuchéa Démocratique, dont Sihanouk lui-même craint qu'il ne soit qu'un paravent pour les khmers rouges ?

Pourquoi Sihanouk s'est-il allié avec ses ennemis et geôliers d'hier, quitte à compromettre toute solution rapide d'un conflit dont il est à la fois un des responsables et un des éléments sans doute indispensable du règlement géo-politique ?

Si le propos du présent article n'est pas d'argumenter sur ces aspects de nature essentiellement polémique et géo-stratégique, il était néanmoins important de rappeler, même brièvement, ces points. Car ils font partie intégrante de la réalité du Kampuchéa actuel. De même qu'en font partie ces ponts qui sautent, ces enfants qui sautent sur des mines khmères rouges en rentrant de l'école, ces impaludés qui reviennent des travaux stratégiques à la frontière et ces milliers de réfugiés et personnes déplacées sur la frontière khméro-thaïe par le sinistre jeu d'échec des Grandes et Moyennes Puissances...

## I — LES DIFFICULTES METHODOLOGIQUES

Cette agriculture, extensive par nature, est aussi extrêmement variée et adaptée aux différents écosystèmes qui coexistent sur les terroirs

kampuchéens. Ces disparités régionales, ces hétérogénéités intra-régionales, la variabilité de leurs réponses aux aléas climatiques, sont d'autant plus difficiles à analyser qu'à la faiblesse des infrastructures de recueil des données statistiques s'ajoutent les problèmes logistiques et administratifs qui ne rendent pas aisés les accès au terrain (fig 1).

Les critères économiques classiques sont eux-mêmes parfois peu opérationnels pour comprendre les phénomènes, puisque les modalités de fixation des prix sont extrêmement complexes : diversité des taux de change, régulation d'une partie du marché par le système des prix d'Etat, spéculation sur une autre partie de ce marché, enfin existence d'un "marché libre" néanmoins entravé dans son fonctionnement par les difficultés d'approvisionnement : routes en très mauvais état, moyens de transport insuffisants, à quoi il faut ajouter depuis peu quelques nouvelles procédures administratives...

Le ministère de l'agriculture est devenu relativement méfiant par rapport à ses propres réseaux de collecte et de compilation des statistiques. Trop souvent, semble-t-il, provinces et districts ont légèrement sur-évalué leur production afin de faire croire qu'ils n'étaient pas loin d'avoir atteint le Plan. Les données et déclarations contradictoires qui ont circulé certaines années ont été la source de tant de critiques et d'attaques, que le ministère préfère évidemment ne

plus y donner prise. Ainsi s'explique partiellement le silence des autorités tout au cours de la saison 85-86. Ce silence dura jusqu'à la fin de juillet 1986, lorsqu'un "appel pressant" à l'Aide Internationale fut émis par les autorités khmères. A partir de là, l'information fut très largement mise à la disposition des agences et discutée par celles-ci avec les divers départements techniques.

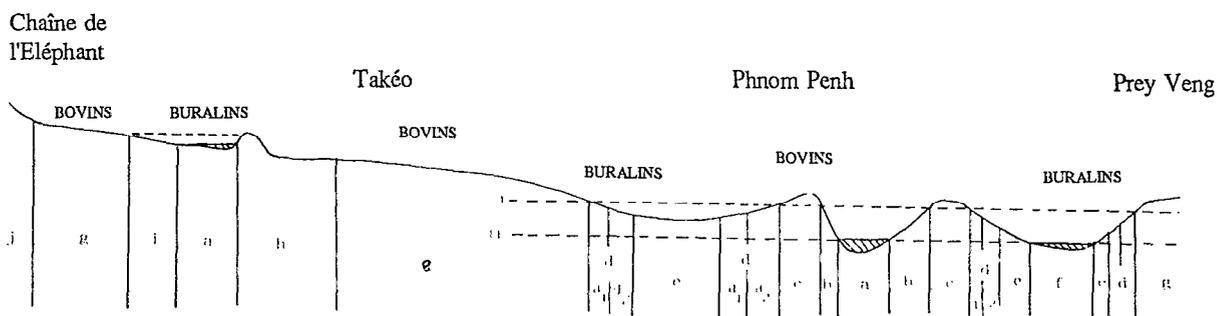
## II — L'HERITAGE

Les tendances actuelles d'évolution de l'agriculture du Kampuchéa sont à la fois soumises aux influences du passé proche et plus lointain, qui l'ont modelée, et à celles du contexte actuel. Un bref retour en arrière s'impose. Le poids spécifique de chacune des périodes qui a précédé 1979 a d'autant plus d'intérêt que parmi les faits significatifs de ces dernières années, on trouve à la fois la renaissance des agricultures traditionnelles et les classiques difficultés rencontrées auparavant (comme dans la plupart des pays sous-développés) pour la mise en place d'une "agriculture moderne".

### 1) Colonisation et royauté

Sur cette période, les avis diffèrent. Certains, comme J. DELVERT (1961-1979), présentent la société agraire khmère comme "une démocratie rurale presque

Figure 1 — Terroirs cambodgiens (transect effectué en mars 1983)



- (a) : surface toujours en eau.
- (b) : avant-berge, souvent escarpée. Sera mise en culture à la décrue, en maïs et cultures associées.
- (c) : bourrelet de berge. Porte les habitations, les routes, les cultures dites de "chamcâr de berge", ainsi que les plantations pérennes (arboriculture et mûriers pour la sériculture).
- (d) (e) (f) : arrière-berge : (f) est la zone la plus profonde où le riz flottant n'est même pas toujours possible. Par contre, on pourra y faire du riz de saison sèche, soit à la décrue, soit par un moyen d'exhaure (noria, écope, motopompe, etc...) Parfois elle portera en plus des pâturages et décrue. (e) est la zone type pour le riz flottant. En (d) sera pratiqué le repiquage. (d) représente les parties repiquées en variétés hâtives, et où une culture de maïs ou de haricots aura permis de valoriser les pluies du début de la mousson. (d) portera des variétés de saison (paddy lourds) et de mi-saison. Bien sûr les proportions de ces différents terrains varieront d'une année à l'autre selon le niveau de la crue.
- (g) : rizières pluviales submergées. C'est dans ces terrains que la semelle de labour prend toute sa valeur. En effet, la nappe est ici quasi inexistante, seule la semelle permet de retenir une réelle lame d'eau dans la parcelle car elle freine très significativement les percolations.
- (h) : rizières de saison sèche irriguées par gravité (l'eau retenue par un barrage s'écoulant dans les canaux par son propre poids, guidée par un système de vannes).
- (i) rizières de saison sèche cultivées soit à la décrue dans le réservoir, soit par pompage de l'eau (de façon mécanisée ou non)
- (j) chamcâr ou ray. Ce sont les zones cultivées selon la technique de l'essartage (culture de défriche-brûlis avec longue repousse forestière).

parfaite". D'autres, comme THION (1971), DUMONT (1964), TICHIT (1981), VICKERY (1983) et un certain nombre d'enquêtes effectuées aussi bien dans les camps de réfugiés qu'à l'intérieur du pays, présentent néanmoins une autre image : celle d'un Cambodge d'avant-guerre typiquement sous-développé, dont l'intégration dans l'espace colonial français est à l'origine des prémices d'une crise agraire, heureusement ralentie par l'existence d'un volet de sécurité rare : un foncier non saturé.

Cette situation de sous-développement se traduit aussi par :

— la persistance d'un secteur traditionnel (rizicole) intégrant la majeure partie de la population, mais intervenant de façon de plus en plus marginale dans le P.N.B.. La dégradation des termes de l'échange, les systèmes d'usure, entraîneront une réelle érosion des conditions de vie des petits agriculteurs, qui seront peu à peu marginalisés : conducteurs de cyclos, travailleurs saisonniers, main d'œuvre pour les plantations, etc.

— l'existence d'un secteur moderne (hévéculture, riziculture mécanisée destinée à l'exportation, etc.) drainant vers lui la plus grande partie des capitaux, notamment ceux destinés à la recherche. Celle-ci négligera donc les thèmes ayant rapport à l'amélioration des secteurs traditionnels et sera orientée spécifiquement vers les "recettes technologiques de la Révolution Verte". Cette orientation, renforcée par la conjonction des options de l'aide occidentale et du mythe de la Grande Agriculture Scientifique Socialiste, perdure de nos jours.

— l'explosion du secteur des services et des intermédiaires non productifs, où la corruption finalement prendra des proportions inquiétantes (HELLEI, 1979 ; DUMONT, 1964) tandis que croîtra l'endettement paysan.

A plusieurs reprises, lors d'enquêtes sur le terrain en 1983 et 1984, des agriculteurs souligneront l'importance de cette nouvelle donne de l'agriculture cambodgienne : absence d'endettement et de spéculation foncière (surtout en zone de berge, mais aussi dans certaines régions rizicoles) dans le nouveau régime.

Mais cette "période Sihanouk", surtout si on la compare aux années qui vont suivre, reste encore largement dans les mémoires comme celle du "bon vieux temps" de la paix...

## **2) Guerre de libération et Kampuchéa Démocratique : du passé, faisons... table rase !**

Les paysans et les esprits sont encore très marqués par les événements qui, de 1970 à 1979, bouleversent le Cambodge.

Celui qui passe en avion au dessus des provinces de Svay Rieng, Prey Veng, Kandal, Takéo, Kompong Cham, verra la sinistre trace de ces "carpet bombing", vérole qui marquera les terroirs cambodgiens pour encore des années. Les parcours sur le terrain dans ces provinces montreront l'étendue des destructions que ces bombardements sauvages ont causé aux rizières, aux plantations et aux établissements humains. Ces paysages de trous d'obus, certains contenant encore des charges non explosées, ont parfois d'étranges ambiances lunaires...

Un nombre de morts sûrement important (3 à 400.000 ?) tués par les combats et la mort silencieuse qui tombait du ciel, 2/3 de la population ayant fui la guerre pour se réfugier dans les villes, pendant que le bétail était décimé par "Plieng pleung" (la pluie de feu), tel est le bilan en 1975, lorsque les maquisards prennent Phnom Penh.

L'espoir qu'avec la paix retrouvée, la vie normale va pouvoir reprendre, est vite déçu. Les paysans pensaient pouvoir progressivement regagner leurs villages. Les villes sont vidées brutalement. Le "pratchéhou thmey", (nouveau peuple), phnompenhois de souche et agriculteurs ayant fui les bombes, est mis au travail. Car le vieux proverbe khmer "tveu sraé nung teuk, tveu sak nung bay" (on cultive le riz avec de l'eau, on fait la guerre avec du riz) est largement remis à l'honneur. Une incroyable "folie hydraulique", voulant ramener le Kampuchéa aux temps du Grand Angkor et des prétendus miracles hydrauliques, se serait-elle emparée de "Angar Leu", l'organisation Suprême ? Ne faut-il pas plutôt voir là une fuite en avant devant l'échec ainsi qu'un moyen de contrôle des populations ?

Toujours est-il que les terroirs khmers portent la trace d'un étonnant quadrillage de digues, de canaux, de barrages, tandis que dans certaines zones les parcelles ont été complètement refondus pour en former un maillage régulier de parcelles de 1 à 4 hectares.

Mais l'application de la règle "ce qui compte, c'est l'expérimentation révolutionnaire" a entraîné un gâchis énorme : ouvrages mal conçus et balayés à la première crue, contre-pentes entraînant l'assèchement des zones à irriguer, furent la monnaie courante. Des paysans diront à plusieurs reprises qu'à leur retour au village après 79, ils ne trouveront plus les cours d'eau à leur place, que des lieux humides où les animaux allaient paître sont devenus secs et durs comme du bois, que des zones propices aux cultures non submergées sont maintenant recouvertes de plusieurs mètres d'eau.

Deux éléments de cette politique hydraulique sont particulièrement visibles :

— les barrages à la place des ponts : Toumpong Tla sur la route de Kompong Speu par exemple, où la

surface du réservoir ainsi créée est supérieure à celle des zones à irriguer, mais dont le ratio "surface de percolation/profondeur du réservoir" est telle que l'alimentation des rizières de saison sèche reste problématique.

— le réseau des grands canaux dont le film "Killing Fields" montre la construction de façon apparemment assez réaliste.

La conception "deltaïque" (originaires des grands deltas surpeuplés chinois et vietnamiens) de ces canaux a une conséquence grave : au lieu d'être conçus pour irriguer par gravité (la cote des canaux doit être alors supérieure à celle des rizières), ils ont été creusés (le niveau de l'eau est donc en dessous de celui des zones à irriguer). Ces ouvrages ne peuvent servir que si l'on pompe l'eau du canal. Ceci, sous les khmers rouges, était fait d'une façon très simple mais terriblement coûteuse en travail (et donc à un prix humain et social élevé) par l'utilisation de moyens à pédales ou à main : des milliers d'hommes et de femmes ont ainsi fait monter l'eau des canaux vers la rizière pendant des jours et des jours.

Heureusement, et nous le verrons plus loin, un certain nombre de ces ouvrages, notamment ceux construits sous la supervision d'experts chinois (dans les provinces de Takéo -Sroek Bati -, Kompong Thom - barrage de Stung Chinit) sont encore fonctionnels et ont été remis en état spontanément par la population ou avec l'aide du Département de l'Hydraulique du Ministère de l'Agriculture et des administrations provinciales.

Ces centaines de kilomètres de canaux secs en train de s'éroder, qui défilent à la fenêtre de la Land-Rover sont poignants : poignants parce que l'on sait aussi dans quelles conditions et à quel prix humain ils ont été réalisés. Sous le petit bosquet de "Daeum Thnot" (palmiers à sucre) près de la digue de Kompong Trach, entre Takéo et Kampot ou près des cocotiers du grand canal de Ksaét Sor à Prey Veng, il y a un petit sanctuaire avec quelques crânes empilés.

Oh, ce ne sont point là les Tuol Sleng (1) du coin, les monuments anti-polpot de la propagande gouvernementale. Point de mégaphone ou d'affiche politique. Rien que le vent qui fait bruisser les palmes. Ce sont de petits symboles de la ferveur populaire, le petit geste d'une population éprouvée qui ne peut pas oublier. Chacun y a peut-être là les restes, qui d'un fils, qui d'un père, qui d'une épouse...

Un des faits marquants de cette période est le **positionnement idéologique par rapport au savoir**. La ville et l'occident étant clairement les ennemis, l'instruction, le savoir occidental ou urbain étaient à bannir. Il y a eu certes de grandes variations à la fois spatiales et temporelles dans ce phénomène que

(1) Tuol Sleng est cet ancien lycée de Phnom Penh, utilisé comme centre d'interrogation et de torture sous Pol Pot, et transformé après 79 en "Musée de l'Horreur et des crimes de Pol Pot".

VICKERY (1984) rappelle très clairement dans son ouvrage "Cambodia, 1975-1982". De plus, pour ces cadres des anciens régimes, la plongée dans l'univers rural dans sa plus rude expression, fut un véritable traumatisme aussi bien physique que psychologique, auquel beaucoup ne résistèrent pas.

Aussi, si on ajoute aux techniciens morts entre 75 et 79 (exécutions, faim, maladies), ceux qui sont partis comme réfugiés, on comprend pourquoi il y a actuellement un manque terrible de cadres pour aider au relèvement des structures agricoles du pays.

Mais le plus étonnant fut le dédain envers les savoirs traditionnels paysans. Aussi, on vit une révolution qui se posait comme "pro-paysanne", s'attaquer à la base même de l'accumulation des connaissances et de l'expérience des agriculteurs en donnant le pouvoir aux plus jeunes contre les anciens, en dressant les générations les unes contre les autres et en arrivant à faire se perdre une partie du savoir paysan.

Un des domaines les plus touchés par ces mesures est celui de la **sélection/conservation/utilisation des semences traditionnelles**. Dans leur volonté d'homogénéisation de la société et des actions des hommes, les idéologues khmers rouges ont oublié que l'un des fondements principaux des stratégies anti-aléatoires des agriculteurs repose sur l'utilisation d'une grande gamme de variétés de riz, adaptées à divers sols et à divers risques climatiques. Tout l'art de l'agriculteur consistera en l'optimisation de l'utilisation de cette gamme, de sa perpétuation et de son amélioration année après année, par une sélection massale basée sur l'observation des paddys et un savoir traditionnel. Vouloir contrôler les stocks semenciers, ne pas voir l'importance de ce savoir et de cette pratique, c'est prendre un très gros risque pour le futur. Les khmers rouges l'ont pris et c'est le régime aujourd'hui en place à Phnom Penh qui en subit les conséquences. On a eu un réel appauvrissement des stocks semenciers, notamment pour les riz flottants et les "sraeu thgoun" (variétés à cycle de 6 mois) : le petit nombre de cultivars promulgués comme valables durant la période du Kampuchéa Démocratique (quelques variétés locales ou chinoises introduites), pas plus que les variétés introduites depuis 1979 par l'aide internationale (variétés dites à "hauts rendements" IR 36 et IR 42) ne remplaceront la large palette de paddys que des siècles d'expérimentation et de sélection paysanne avaient fait apparaître.

Lors de visites des zones de riz flottants de Kompong Chhnang, affectées par une montée très rapide des eaux du Lac, les paysans se sont plaints de ne plus avoir ces variétés traditionnelles capables de supporter des hauteurs d'eau de 5 à 6 mètres...

La **catastrophe démographique** (sujet "sensible") et la **fatigue psychologique et physiologique**, conséquences de ces années 70-79, amplifiées par le phénomène des départs vers la Thaïlande, ont entraîné des déséquilibres dans la

pyramide des âges, dans la répartition par sexe et une raréfaction de la main d'œuvre. Il est fréquent de voir dans les rizières cambodgiennes des femmes en train de labourer ou de herser, tâches normalement effectuées par les hommes. La surcharge de travail qui pèse maintenant sur ces femmes sera sans doute à la fois un des éléments de leur émancipation, mais aussi un poids très lourd qui peut avoir des conséquences importantes, notamment sur la qualité des soins donnés aux enfants.

### 3) La guerre après la guerre

Bien-sûr, il y a cette question de la **sécurité**.

La persistance de cet état de guerre larvée, les tentatives et mesures de maintien de cette sécurité sont à l'origine de situations délicates ayant souvent des répercussions sur la renaissance économique du Kampuchéa, notamment dans le domaine agricole. Au prix démographique de la guerre se rajoutent les mobilisations pour l'armée et les milices villageoises, les envois de main d'œuvre pour les travaux stratégiques sur la frontière, les nombreux cas de paludisme ou d'amputations suite à des accidents dans les zones minées qui en sont revenus, bref le coût humain et social du maintien du pays dans son système d'économie de guerre.

Tout ceci entrave terriblement toute dynamique de développement.

Et puis tout simplement la **fatigue**. Fatigue de la guerre, fatigue de la propagande, fatigue de cette situation éternellement précaire...

Un lourd héritage que celui qui est laissé au jeune régime. Un pays exsangue, un contexte international hostile une aide d'urgence importante au début, de plus en plus faible en valeur absolue et en tout cas n'évoluant qu'avec parcimonie vers les domaines vitaux du développement, et un manque dramatique de cadres et de techniciens : reconstruire une agriculture dans ces conditions est loin d'être facile.

## III — IDEOLOGIES ET PRATIQUES

### 1) Proletaires ou paysans : quel modèle?

La base du pouvoir révolutionnaire, selon une lecture doctrinaire de Marx et de Lénine, serait le prolétariat. C'est dire que ces jeunes Démocraties Populaires du Tiers-Monde, avec leurs populations essentiellement rurales, sont loin de pouvoir rentrer dans ce schéma issu de la Révolution Industrielle de la fin du siècle dernier en Europe. La tendance souvent dominante est de vouloir à tout prix s'inventer un prolétariat dont le rôle essentiel serait de servir d'alibi.

Heureusement, jusqu'à présent, le Kampuchéa a relativement bien évité ce travers : sans tomber dans le "paysannisme" exacerbé, la vocation essentiellement rurale du pays est reconnue et la nécessité de baser le

développement global du pays sur celui de l'agriculture fréquemment soulignée.

### 2) Politique des prix : accumulation nationale ou progrès agricole ?

Il est important de rappeler que le problème principal devient alors le niveau du prélèvement que l'on effectuera sur les agriculteurs pour réaliser ce développement national. Et donc la politique des prix et des taxes.

Au niveau **taxe foncière**, il faut d'abord noter que l'écueil très "désincitatif" que représente la "taxe à la production" a été évité. C'est donc un système de taxe sur la terre qui a été mis en place et dont l'application en année difficile est soumise à l'appréciation des autorités locales : ce qui veut bien sûr dire du meilleur comme du pire.

| Qualité de la terre | 1°     | 2°     | 3°    |
|---------------------|--------|--------|-------|
| taxe à l'hectare    | 150 kg | 100 kg | 80 kg |

(environ 1/10 du rendement moyen escomptable)

Les pratiques de très bas prix d'achat aux producteurs, fréquentes dans la plupart des Etats du Tiers-Monde qui veulent d'abord exporter puis nourrir les villes et les fonctionnaires, se font systématiquement à l'encontre de l'augmentation de la capacité d'investissement des agriculteurs et des progrès de l'agriculture.

Le Kampuchéa n'échappe pas à cette règle. Le prix d'achat du riz (2) par l'Etat est passé de 1 riels/kg en 1980 à 1,4 en 1982, à 1,6 en 1984 pour être en 1986 à 2,5 riels/kg, tandis que l'or est passé de 650 riels/Tchi en 1981 à 3000 en 1985 et à 6000 en mai 1986.

Ceci entrave considérablement la capacité d'établir des **stocks de sécurité alimentaire** au niveau national ou provincial. Ainsi, par exemple, des agriculteurs venant de Preah Vihear ont raconté qu'ayant vendu à l'Etat une part importante de leur récolte en 1984, ils se sont trouvés contraints, pendant la difficile soudure de 1985, de se procurer du riz au marché libre pour manger. Ils ont donc là vécu une situation leur rappelant sinistrement les recours obligés auprès des usuriers traditionnels d'avant la guerre. Et ces agriculteurs d'ajouter qu'ils ne sont pas prêts à reprendre ce risque une deuxième fois.

Face à ces prix bas à la production et jusqu'en juin 1986, fonctionnait un système de coupons que l'on obtenait en échange de riz et qui permettait d'avoir accès aux produits subventionnés des magasins d'Etat: biens de consommation et intrants agricoles.

Mais le contexte actuel du Kampuchéa rend peu opérant ce système proche de celui des "assignats" de

(2) Ce sont ici les prix pour les variétés traditionnelles. Afin de promouvoir les variétés introduites (notamment IR 36 et IR 42), le prix de ces paddis est largement supérieur : 3,2 riels/kg en 1986, ce qui en fait de véritables "cultures de rente".

la Révolution Française de 1789 : d'une part, les importations sont extrêmement limitées, d'autre part les quelques 60 usines remises en état (sur la centaine existante avant la guerre) fonctionnent au ralenti, étant donné le manque de pièces détachées, de cadres compétents, les difficultés d'approvisionnement en matières premières et en énergie. Enfin, les infrastructures de transport sont très largement en deçà du minimum qui serait requis pour faire fonctionner le système des magasins d'Etat.

Quoi d'étonnant à ce qu'au niveau des districts et même des provinces ceux-ci n'offrent que des choix limités et des quantités largement insuffisantes. Les agriculteurs restaient alors avec leurs bouts de papier et étaient alors contraints d'avoir recours au marché libre, avec des prix alors très élevés.

| intrants        | prix d'Etat     | prix au marché libre (1984) |
|-----------------|-----------------|-----------------------------|
| urée            | 140 riels/50 kg | 200 riels/50 kg             |
| engrais 16-20-0 | 95 riels/50 kg  | 250 riels/50 kg             |
| azodrine        | 40 riels/l      | 100 riels/l                 |
| fosdrine        | 60 riels/l      | 120 riels/l en général      |
|                 |                 | 500 riels/l                 |
|                 |                 | près de PNP                 |
| DDT             | 5 riels/kg      | 15 riels/kg                 |

L'incitation à la vente à l'Etat est donc très faible.

Devant ce phénomène, en 1985 et 1986, le gouvernement a envoyé dans les campagnes quelques-uns des meilleurs éléments du Front de Reconstruction et de l'Assemblée Nationale pour qu'ils essaient de convaincre les agriculteurs de la nécessité de vendre du riz à l'Etat. Ceci prouve à quel point ce problème préoccupe les autorités khmères.

Suite à ces investigations, un certain nombre de nouvelles mesures est en train d'être expérimenté. Un des facteurs limitant identifié est le long délai entre l'obtention des coupons et la disponibilité des produits au magasin d'Etat, délai durant lequel les paysans restent avec leur "bout de papier" dont la valeur leur apparaît parfois hypothétique. Afin de résoudre ce problème, un système de **troc direct** est en train d'être mis en place. Les agriculteurs arrivent avec leur riz soit dans les anciens magasins d'Etat du district ou du village, soit sur les esplanades où une série de produits est présentée, choisissent ce qu'ils veulent, mettent le riz sur la balance et repartent avec les intrants agricoles ou les biens de consommation désirés.

Le tout dans une ambiance tenant parfois plus du marché traditionnel ou de la foire que du magasin d'Etat !

Certes, des soucis anti-inflationnistes sont aussi à la base des mesures de limitation des prix. Mais elles

ont hélas surtout permis la résurrection de systèmes "souterrains", qui eux sont essentiellement spéculatifs. C'est sans doute pour limiter cette spéculation rendue aisée par l'illégalité qu'au 5<sup>e</sup> Congrès du P.C.K., en octobre/novembre 1985, l'article 12 de la Constitution a été amendé, de façon à rajouter officiellement le secteur privé comme quatrième secteur fondamental de l'économie, les trois autres étant le marché d'Etat, le secteur coopératif et celui dit de "l'économie familiale".

Une autre mesure intéressante qui a été prise pour l'instant au stade expérimental durant la saison des pluies 1986, consiste en la mise en place d'un **système de rémunération en nature** pour les agriculteurs qui approvisionneraient les groupes de production en engrais organiques : 40 à 60 kilos de paddy par tonne d'engrais amenée (selon la qualité de ce dernier), ce qui représente une rémunération du jour de travail d'environ 6 à 8 kilos de paddy, fort acceptable dans les conditions économiques actuelles du pays.

Mais la route est encore longue.

Dans la situation de très faible solvabilité dans laquelle se trouve la plupart des paysans et devant les incertitudes qui pèsent sur l'avenir, quoi d'étonnant à ce que la tendance de fond soit un inéluctable "réflexe sécuritaire" de stockage au niveau familial, de dissimulation d'une partie des récoltes, de non-investissement et de repli vers la plus simple auto-suffisance.

### 3) "Krom Samaki" : collectivisation ou gestion collective de la... pénurie ?

En 1979, la paysannerie khmère s'est brusquement retrouvée devant une situation de pénurie extrême de la plupart des moyens de production. Force de traction, semences, et même main-d'œuvre manquaient. Les agriculteurs ont alors été encouragés à s'organiser en "krom samaki" (**groupes de solidarité**), afin de pouvoir gérer collectivement cette pénurie et de faciliter la prise en charge des personnes vulnérables : veuves, orphelins, blessés. On est loin des brigades de travail de la période précédente. On est même plus proche des systèmes traditionnels d'échange de travail que des coopératives mises en place avant la guerre par l'OROC (Office Royal de Coopération), qui étaient en fait surtout des coopératives de crédit et d'approvisionnement.

Il existe en fait une multitude de formes de Krom Samaki, au niveau d'ailleurs de chacune des activités économiques du pays : on trouve des Krom Samaki de pêcheurs, d'artisans et même des groupes urbains. Mais c'est au niveau de l'agriculture que ces structures ont le rôle le plus important, sans pour autant que le secteur dit de "l'économie familiale" soit pour cela négligé. L'adaptation de ces formes d'organisation du travail est étonnante.

Ainsi, en zone maraîchère trouve-t-on surtout les formes les moins collectives et notamment le "Krom

Krusat", ou groupe familial, qui n'est qu'une dénomination socialiste de la **petite exploitation familiale** des régions de chamcar de berge.

Par contre, en riziculture, le manque dramatique d'animaux de trait durant les premières années a rendu nécessaire la gestion plus collective du petit cheptel de trait.

Enfin, dans quelques zones très spécifiques où la mécanisation est possible (vertisols de Takéo ou de Battambang, zones des labours à sec et à semis directs des riz destinés à l'exportation où s'étaient déjà établies les grandes exploitations mécanisées), on trouvera les formes les plus sophistiquées d'organisation des krom samaki (avec points de travail) et surtout les rares ébauches de **fermes d'Etat**. Ce sont néanmoins ces dernières formes qui bénéficient le plus des aides de l'Etat, à la fois au niveau encadrement technique, fourniture de moyens de production (labours mécanisés, engrais, pesticides) et en facilité d'accès aux produits de consommation subventionnés.

Le Département d'économie rurale du Ministère de l'Agriculture a essayé de regrouper les types existants en trois catégories : krom ti moï (premier type), ti pi (deuxième type), ti bai (troisième type).

Le tableau 1 de l'évolution des proportions de ces trois types indique une tendance très nette à la "décollectivisation". Il est important de noter que la forme qui tend à prédominer, celle du deuxième type, est celle où les intérêts de la mise en commun d'un certain nombre de moyens de production ne sont pas contrebalancés par une trop forte contrainte organisationnelle (lourd système de comptabilité par points de travail) ou par un renforcement trop contraignant du contrôle de l'administration.

Plusieurs facteurs sont à l'origine du maintien de cette diversité :

- d'abord, la recherche d'un "non-dogmatisme", qui malgré un certain nombre de pressions, a promu l'idée de la nécessaire adéquation de ces structures aux souhaits de ceux qui les formeraient. Le discours a été fluctuant, allant d'un grand pragmatisme de 79 à 83 à un relatif durcissement en faveur des formes les plus collectivisées en 84 et à un retour au pragmatisme en 1985/86. L'expérience des années Poi Pot reste trop incrustée dans les mémoires pour que Phnom Penh aille trop loin dans sa politique d'organisation de la paysannerie.

- ensuite, la prise en compte de l'incapacité du Ministère et des Provinces à gérer des structures plus formelles, plus lourdes et plus organisées. La pénurie de cadres joue là comme... facteur favorable.

- enfin la compréhension des différences existantes entre les divers systèmes agricoles et de l'obligation qui est faite d'adapter les modes d'organisation aux conditions locales.

#### 4) L'économie familiale

A côté de toutes ces activités effectuées dans le cadre des "krom samaki", il y a le secteur très actif de "l'économie familiale".

Celle-ci comprend entre autres l'**exploitation des parcelles individuelles** entourant les maisons (maraîchage, cultures secondaires, arboriculture, petits élevages). Cette gamme de cultures, longtemps oubliée par les cadres du Ministère de l'Agriculture, qui ont souvent paru plus intéressés par les cultures nobles notamment le riz, "La Céréale", vient manifestement de

Tableau 1 — Evolution des % des types de krom samaki depuis 1979

| Type | Caractéristiques   | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 86 |
|------|--|----|----|----|----|----|----|
| 1    | préparation du sol, repiquage, entretien des rizières et récoltes sont faits en commun. Il y a redistribution par points de travail. Les animaux restent propriété familiale.  | 3  | 10 | 22 | 38 | 35 | 10 |
| 2    | Labours, hersages, repiquage sont faits en commun. Puis les parcelles sont attribuées aux familles du krom qui les entretiennent et moissonnent, ce qui n'exclue pas les échanges de travail. Une fois les intrants remboursés, les familles sont libres d'utiliser ce riz, mais sont bien-sûr encouragées à le vendre à l'Etat. | 27 | 55 | 57 | 53 | 55 | 80 |
| 3    | La terre est distribuée en début de saison, et est mise en valeur dans un cadre très proche de l'exploitation familiale traditionnelle (from krusat). Des systèmes de contrats et d'encouragements de vente à l'Etat existent.   | 70 | 35 | 21 | 9  | 10 | 10 |

Il est important aussi de noter qu'à part certains groupes de la troisième catégorie, le cheptel demeure propriété privée. Les paysans qui mettent leurs animaux à la disposition du Krom Samaki pour la période de préparation des rizières se voient rémunérer assez largement. Ils reçoivent comme loyer des animaux, une quantité de riz équivalente à celle que reçoivent les divers membres du Krom.

se voir reconnaître la place qui lui revient : un des éléments fondamentaux des stratégies paysannes pour limiter l'impact de périodes de soudure difficiles. Ces parcelles familiales, produisant aussi épices, tabac, béthel, noix d'arec et de coco et tout une série de produits destinés à la fois à l'auto-consommation, à l'artisanat et à la commercialisation, sont d'une grande importance de par leur "effet tampon" et de par leurs apports en vitamines et en sels minéraux dans la ration alimentaire essentiellement à base de riz des "néak sraé".

Souvent, en plus de ces jardins entourant les maisons (800m<sup>2</sup> en zone de berge, où la pression sur le foncier est assez forte et 2000 m<sup>2</sup> dans les zones rizicoles), les agriculteurs cultivent parfois quelques parcelles en dehors des krom samaki : un peu de riz, notamment en saison sèche dans les sites où les disponibilités en eau sont faibles et où il faut tout irriguer au "snaïk" (écope à trépied) ou au seau à corde, du maïs en début de pluie dans les zones qui seront ensuite submergées ("beng" de Kandal ou avant-berges convexes du Mékong), des arachides, des haricots locaux (genre vigna) dans les régions de terres légères à forte humidité résiduelle (sud de Kampot, certaines rizières du district de Phnom Penh), tabac de plein champ à proximité des usines de cigarettes.

La plupart de ces cultures est certes souvent pratiquée en liaison avec un débouché commercial rémunérateur : marché des villes, usines de transformation, possibilités d'exportation légales ou illégales. Mais leur impact sur le niveau économique en général et nutritionnel en particulier est de toute première importance.

L'autre fraction de cette économie familiale comprend toutes les **activités de saison sèche** : les artisanats (tissages, poteries...), la production de charbon de bois (qui sera ensuite vendu en ville) et surtout la fabrication du "skol thnot" sucre de palme. Cette dernière activité, très exigeante en travail et en bois, est souvent, dans bien des régions pauvres (Takéo, Kompong Speu, Kandal), la seule source de revenu monétaire. Un travail d'amélioration des techniques de bouillage, une politique d'encouragement des petits reboisements villageois augmenteraient considérablement le revenu de ces agriculteurs.

Enfin, activité classique de saison sèche pour les plus pauvres, on peut toujours venir louer un cyclo-pousse à Phnom Penh et valoriser ainsi la saison sèche avant de repartir vers les rizières aux premières pluies. En 1983/84, le gouvernement avait même été obligé de prendre des mesures pour limiter le nombre de cyclo-pousses qu'un individu pouvait posséder, afin de ne pas voir redémarrer une spéculation privée trop importante sur ce moyen de transport urbain.

Il faut signaler ici les très intéressants programmes de l'UNICEF dans ces secteurs essentiels pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants : appui aux activités pouvant procurer un petit revenu et surtout par un soutien à la petite production

agricole familiale (maraîchage, pisciculture, etc), mise en place d'un volet de sécurité alimentaire.

Et là, comme dans la plupart des pays du Tiers-monde, les clés de la réussite des projets et de leurs réelles répercussions sur la santé des enfants seront... les femmes et leurs associations.

### 5) La question de la main d'œuvre

Problème grave qui se pose à la fois en termes d'héritage du passé et en ceux de conséquences du présent. Car au lourd tribut payé aux guerres et autres événements qui, de 70 à 79, ont ravagé le pays, s'ajoutent ces mesures déjà citées concernant **l'affectation de la main d'œuvre** à d'autres tâches que celles de la production, travaux stratégiques frontaliers par exemple.

De plus, le personnel des diverses administrations est souvent sollicité pour d'autres activités que celles entrant dans le cadre strict de son travail, ce qui fait que les délais administratifs sont souvent extrêmement ralentis (ce qui devient catastrophique quand il s'agit de soins hospitaliers, d'approvisionnement en engrais ou de réparation d'une moto-pompe).

Les autorités du Kampuchéa ont tout intérêt à veiller à ce que le **ratio de population impro-ductive** ne devienne pas tel que cela entraîne de grosses difficultés économiques et alimentaires.

C'est sans doute d'ailleurs partiellement ce qui était arrivé entre 75 et 79 et avait obligé le régime Khmer Rouge à commettre toujours plus de répression pour combattre le mécontentement et la faim.

## IV — L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE CAMBODGIENNE

Dans ce contexte difficile, les activités agricoles ont vite repris. La figure 2 présente d'une part les grandes tendances d'évolution de l'agriculture cambodgienne d'avant la guerre (et notamment les liens entre surfaces cultivées, cheptel et population) et les évolutions récentes.

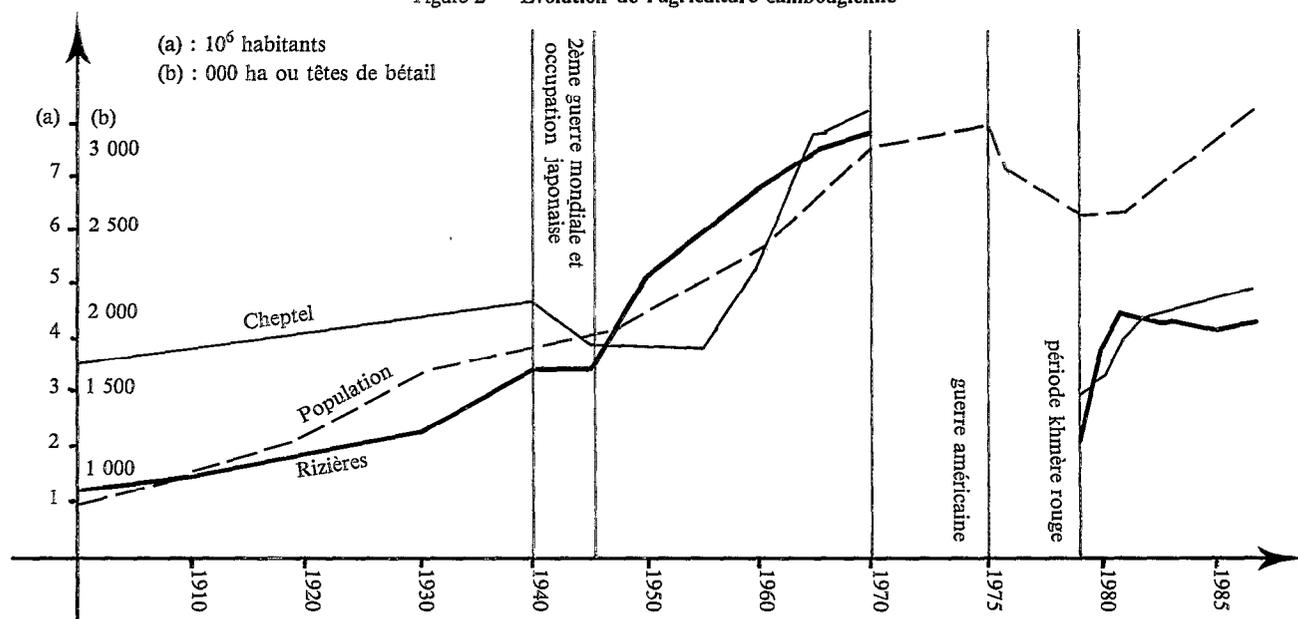
Il est important de rappeler qu'il faut prendre en compte, non pas les valeurs absolues des données, mais les allures des courbes et leurs évolutions les unes par rapport aux autres.

Toutes les remarques de MIGOZZI (1973) sur les précautions à prendre dans la manipulation des statistiques au Cambodge d'avant la guerre restent d'actualité.

### 1) Croissance et stagnation :

La courbe indique très clairement l'évolution de l'activité agricole au Cambodge entre 1979 et 1986 : partant de presque zéro à la "Libération", les progrès

Figure 2 — Evolution de l'agriculture cambodgienne



(Source : DELVERT, 1961 ; TICHIT, 1982 et rapports ONU/OSEO)

ont été très rapides les premières années. Après les grands mouvements de population qui ont marqué la période Polpot, les déportations de "populations bouclier" vers la frontière khmérothaïe et les Cardamones par les troupes khmères rouges en fuite et la quête des survivants pendant les mois suivant immédiatement janvier 1979, les gens sont rentrés chez eux et se sont mis au travail. La rareté des moyens de production a certes entravé cette dynamique, mais les ingénieux agriculteurs khmers ont néanmoins réussi durant ces années 79-82 à faire redémarrer l'agriculture.

Depuis, cette agriculture doit faire face aux difficultés à la fois conjoncturelles et structurelles très importantes (manque de cadres compétents, infrastructures de transport et d'approvisionnement dans un état déplorable, rareté des moyens de production, incertitudes qui pèsent sur l'avenir), qui jouent dans le sens du non-investissement et de la stagnation.

La situation agricole et nutritionnelle, le rapprochement ou l'éloignement de l'auto-suffisance alimentaire restent donc essentiellement liés au bon vouloir du climat et à la capacité des stratégies anti-cataclismiques des agriculteurs ou de l'Etat à y faire face.

## 2) Riziculture et élevage : les facteurs de l'auto-suffisance

L'une des articulations principales de la riziculture cambodgienne, le lien entre surfaces cultivées et cheptel disponible pour la traction, se repère sur le diagramme par le relatif parallélisme des courbes concernées, les "irrégularités" étant dues au développement de la mécanisation à partir de 1930, puis après la deuxième guerre mondiale, dans quelques régions propices aux semis directs des riz flottants et semi-flottants (Battambang et Takéo notamment).

La rupture 70-79, la baisse des effectifs liée à la guerre et aux étranges conceptions agricoles et prophylactiques des khmers rouges, pèsent lourdement sur ce redémarrage de l'agriculture. Dans de nombreux villages, les paysans sont passés d'une situation d'avant-guerre où la plupart des familles avait un attelage au moins, où quelques agriculteurs plus riches avaient constitué un petit troupeau que l'on louait aux exploitations qui avaient besoin d'un supplément de force de traction, à une situation avec 20 animaux pour un hameau de 15 familles (GRUNEWALD, 1985).

La politique de vaccinations du Ministère (largement soutenue par l'Aide Internationale) et les efforts des agriculteurs ont finalement permis de remettre sur pied un cheptel d'animaux de trait qui, en 1986, compterait environ 1.200.000 têtes, soit de quoi labourer environ 1.800.000 ha en saison des pluies.

Cette donnée n'est pas neutre :

$1.800.000 \text{ hectares} \times 1,2 \text{ t/ha} = 2.160.000 \text{ t de paddy}$  soit 1.440.000 t de riz

$7.500.000 \text{ habitants} \times 0,22 \text{ t/an} = 1.650.000 \text{ t de riz}$

On doit aussi rajouter les quelques 100.000 ha qui seront labourés mécaniquement, soit une production possible de 80.000 t de riz. Si on compte 150.000 ha de riz mis en culture en saison sèche, avec un rendement de 2 t/ha, on obtient encore 300.000 t de paddy soit 200.000 t de riz. On **approche donc de l'auto-suffisance** et de la possibilité, non pas déjà d'exporter, mais au moins de commencer à mettre sur pied un **stock régulateur anti-cataclismique**.

Il faudra continuer d'encourager ce volet important de l'agriculture khmère, car dans les conditions économiques des agriculteurs (faible solvabilité, faible

capacité d'investissement), dans le contexte de la plupart des rizières cambodgiennes (sableuses, à sols acides et souvent alunés, quasiment sans contrôle de l'eau, aux parcelles et à la topographie complexe) et dans la situation d'isolement économique du pays (difficultés d'approvisionnements en carburants et pièces détachées), celle-ci restera encore pendant des années dépendante du cheptel de traction. Des projets comme ceux d'OXFAM (mise en place d'un laboratoire vétérinaire à Phnom Penh), de LWS (appui à l'amélioration génétique du gabarit des animaux de trait) ou de l'Association du 21 juin (amélioration et diversification du matériel de traction animale) vont dans ce sens.

### 3) Politique d'intensification : contraintes et potentialités

Les autorités kampuchéennes, encouragées en cela par l'Aide Internationale et les pays socialistes, cherchent à intensifier leur agriculture. Avant d'aller plus loin, il faut peut-être rappeler que l'intensification est l'augmentation de l'utilisation de facteurs de production par unité de surface. Ces facteurs de production peuvent être soit la main d'œuvre (et on entre alors dans la logique de maximisation de la production par unité de surface des agricultures des zones surpeuplées de Chine et du Vietnam) soit le capital (logique de maximisation de la rentabilité du capital investi des systèmes agricoles dits modernes, allant alors souvent dans le sens d'une extensification en terme d'utilisation de la main d'œuvre semis directs à la place des repiquages, etc. que l'on trouve par exemple dans la Plaine Centrale de la Chao Praya en Thaïlande).

Or le Kampuchéa n'a ni grande disponibilité en force de travail, ni grande capacité à s'approvisionner en intrants agricoles, qui sont fort coûteux. L'intensification selon le modèle de la "Révolution Verte" n'est donc pas facile à mettre en place en R.P.K.. Il y a certes eu un projet FAO dit de "riziculture intégrée" (contrôle de l'eau + contrôle de la fertilité + contrôle du parasitisme), mais qui, pour toutes les raisons qui viennent d'être citées et pour d'autres encore (prix peu incitatifs, manque de cadres, faiblesse des infrastructures de communication limitant les possibilités d'approvisionnements en intrants, absence de structure de Recherche et de Vulgarisation), fonctionne à moins de 30 % des prévisions...

Il aurait d'ailleurs été étonnant qu'il en soit allé au Kampuchéa autrement que dans tous ces pays du Tiers-Monde où ce genre de projet a été essayé et a si souvent échoué...

Une des raisons de ces échecs si fréquents est que la rationalité des systèmes traditionnels, basée sur une stratégie non pas de maximisation des rendements mais sur une **limitation des risques**, n'est que très rarement prise en compte. Ainsi par exemple, tant que les capacités d'irrigation d'appoint en saison des pluies ne seront pas plus développées et tant que les prix demeurent à un niveau ne rémunérant pas la force de

travail, il est vain d'attendre une généralisation de ces pratiques issues de la "Révolution Verte".

La question de l'**adéquation de ce type de solution technico-économique au contexte actuel** du Kampuchéa reste donc à poser.

Les premières années, beaucoup d'espoirs avaient été placés dans l'utilisation de ces tonnes d'engrais azotés apportées par l'Aide. L'expérience a montré que dans les sols sablo-limoneux, acides, très carencés en phosphore qui prévalent dans de nombreuses zones rizicoles, **la réponse du riz à l'azote est très faible**, souvent nulle. Des expérimentations conduites avant la guerre par l'agronome Hö Thong Lip l'avaient d'ailleurs déjà fait ressortir. Depuis, l'accent est plus mis sur les amendements phosphoriques et organique ; mais les capacités de production d'engrais phosphoriques naturels du Kampuchéa malgré les efforts du Gouvernement et de certaines agences comme CIDSE, restent limitées. L'usine de Tuk Méas (qui sera inaugurée au début de 1987) et les petites unités de Battambang produiront au maximum 25.000 à 30.000 t/an en période de croisière, ce qui permettra de couvrir l'ensemble des importations actuelles d'engrais phosphatés, mais est loin de pouvoir satisfaire la demande nationale. Le gouvernement essaie de promouvoir la production d'engrais organiques à partir des résidus de culture, des déjections animales et du compostage de biomasses naturelles (notamment l'*Eupatorium odoratum* : "Tantrieun Kaeut"). Mais cette pratique se développe assez lentement, car elle est à la fois consommatrice de temps, d'une rentabilité différée dans le temps et affectée par un certain nombre de tabous bouddhistes et les souvenirs de la politique de fabrication forcée d'engrais organiques de la période Pol Pot.

Quelques pistes pourraient être néanmoins explorées dans le domaine prometteur de la **fixation symbiotique de l'azote**, notamment par des recherches (appliquées) sur l'Azolle, les micro-organismes de la rhizosphère du riz ou les légumineuses en engrais verts.

### 4) Pesticides, cultivars améliorés et variétés traditionnelles

Les pestes (insectes, viroses et bactérioses, crabes de rizières, rats, oiseaux, singes, cochons sauvages) causent certes des dégâts, mais sans doute pas significativement en augmentation par rapport aux périodes d'avant-guerre. Néanmoins, le problème des rats a été à plusieurs reprises soulevé par les agriculteurs. D'après ceux-ci, les zones abandonnées pendant la guerre et sous Pol Pot sont devenues des lieux privilégiés pour la reproduction des rongeurs qui s'en prennent ensuite aux espaces cultivés alentours.

La demande des autorités kampuchéennes en ce qui concerne les produits de traitement doit être étudiée avec beaucoup d'attention et **les répercussions**

d'une utilisation massive de pesticides doivent être **soulignées**, notamment au regard des expériences des pays de la région.

Dans ces écosystèmes rizicoles, les interactions entre l'air, les plantes, l'eau et les organismes qui y vivent (poissons, algues, micro-organismes, insectes nuisibles et utiles) et le sol sont complexes. La lutte chimique contre les pestes, dans un tel milieu est extrêmement difficile. Un des responsables du Service de protection des Végétaux de Hô-Chi-Minh Ville disait en 1984 à ses collègues khmers "ne faites pas les mêmes erreurs que nous : nous avons peut-être irrémédiablement endommagé notre environnement et réduit à zéro les chances de pouvoir mettre au point une lutte intégrée contre les pestes, par une utilisation excessive et mal pensée de pesticides". La Thaïlande elle-même est en train de payer un lourd tribut à cette chimisation, de par la baisse de productivités piscicoles des eaux douces et de par les coûts toujours plus élevés des traitements, vu la rapidité du phénomène d'apparition de résistances.

Une des possibilités de lutte contre ces pestes est sans doute la **recherche de résistances variétales**, notamment en s'appuyant sur les caractéristiques des **variétés locales**, remarquablement **adaptées**.

Ce problème du **choix variétal** mérite qu'on s'y arrête un instant. Devant la terrible rareté de semences de 1979, l'aide internationale et d'abord le Vietnam, a envoyé au Kampuchéa des tonnes de semences. Une partie de celles en provenance des provinces vietnamiennes ou celles importées de Thaïlande par le fameux "Land Bridge" de 1980/81, étaient bien adaptées aux conditions technico-économiques qui prévalaient au Kampuchéa : zones deltaïques et alunées de la mésopotamie, du Sud de Takéo pour les premières, régions plus sèches, à risques climatiques et à sols sableux acides de Kompong Speu, Siem Réap, etc, pour les suivantes (lesquelles avaient en plus parfois un nom khmer puisque provenant souvent de provinces thaïlandaises khmèrophones : Surin, Korat, Buriram). Les paysans se rappellent encore l'arrivée des premiers sacs de semences et de l'importance à la fois réelle (produire pour manger) et symbolique (redevenir "néak sraé") que cela a eu pour eux. Le gouvernement a essayé aussi de faire démarrer un programme de **collection des variétés traditionnelles** pour essayer de les remultiplier, mais dans les difficiles conditions qui prévalaient et prévalent encore au Kampuchéa, ce genre de programme est extrêmement difficile à mettre en œuvre. La petite station de recherche agronomique de Prey Pdau (province de Kompong Speu) où ont lieu ces opérations de "collection" et où quelques petits programmes très simples ont déjà démarré est dans un état de dénuement terrible. OXFAM Belgique vient récemment de prendre l'excellente initiative de tenter de la réhabiliter.

Par contre, les autres arrivages de semences étaient essentiellement constitués de variétés dites à

"haut rendement" : IR. 36 et IR. 42. Ces variétés hélas ne révèlent leurs aptitudes au haut rendement que quand un certain nombre de conditions sont réunies et notamment un minimum de contrôle de la fertilité, de l'eau et du parasitisme, situation rarement rencontrée au Kampuchéa. Les paysans ont souvent noté la **faiblesse de ces variétés** dès que l'on se place dans des conditions courantes. De plus, la faible **hauteur de paille** rend à la fois ces variétés très sensibles aux risques d'inondation, procure peu de réserves alimentaires pour les animaux (que ce soit pour la vaine pâture de saison sèche ou pour la mise en meule pour la saison des pluies suivante) et enfin, pour la fabrication d'engrais organiques, peu de matières à compostier ou à enfouir. Il faut aussi se baisser très bas pour récolter une gerbe "correcte" selon les critères cambodgiens, notamment avec la merveilleuse faucille ailée "kaudio trakan".

Il est aussi important à noter que le **"goût"** de ces riz importés, éloigné des critères culinaires cambodgiens (et objectivement très éloigné des saveurs des variétés locales) ne joue pas en leur faveur.

Des programmes de ce type aillant d'ailleurs échoué, il y a une dizaine d'années en Thaïlande, l'accent avait alors été mis sur l'obtention de lignées à partir de ces variétés améliorées auxquelles on devait s'efforcer d'ajouter divers caractères (rusticité, etc) des cultivars locaux. De ces programmes est sortie toute une série de variétés très appréciées (Sampathong, kk 16, etc) , qui se sont assez largement vulgarisées dans les campagnes, sans pour cela faire disparaître les variétés traditionnelles initiales : celles-ci restent dominantes dès que les conditions redeviennent un peu rigoureuses (notamment en l'absence de contrôle de l'eau).

Enfin, l'un des facteurs souvent cités par les agriculteurs est l'incapacité de la plupart des variétés améliorées à **supporter un long séjour en pépinière**. Ceci se remarque particulièrement bien durant des années difficiles comme 1986. Les variétés traditionnelles, qui supportent sans problème un retard au repiquage, ont certes été assez affectées par les 2,5 à 3 mois passés en pépinière. Mais les variétés introduites, qui commencent à souffrir dès que les plants sont âgés de trois semaines, l'ont été beaucoup plus. Hélas, jusqu'à présent, peu de recherche ont été faites sur ce thème de l'adaptation des variétés à de longs séjours en pépinière.

Pourquoi, dans ces conditions-là, les surfaces repiquées en variétés IR se développent-elles ? Trois facteurs jouent.

D'une part, le **manque de semences** reste une contrainte majeure. Sans semence, on s'en doute, aucune production agricole n'est possible.

D'autre part, ces variétés à cycle court permettent de **diminuer la longueur de la période de soudure**, ce qui n'est pas négligeable si on prend en compte que

le pays est encore loin d'avoir réellement et stablement atteint l'auto-suffisance alimentaire.

Mais surtout, la raison principale est la **politique des prix** : des agriculteurs ont clairement indiqué que "puisque pour ne pas avoir de problème, il faut vendre une certaine quantité de riz à l'Etat et que celui-ci paye plus cher ces variétés "améliorées" que les variétés locales, autant en produire pour les lui vendre". Une culture de rente, en quelque sorte...

Une mission d'experts de l'International Rice Research Institut (IRRI) vient de souligner aux autorités l'importance du travail sur les variétés locales et notamment celles de riz flottants dont nous avons déjà parlé.

Il y a un travail très considérable à faire dans ces domaines du rétablissement de la diversité traditionnelle des stocks semenciers et de l'amélioration variétale de ce stock. Quelques ONG sont en train de se pencher sur la question, mais la mythologie de la "Révolution Verte" garde encore beaucoup trop d'adeptes qui manquent de recul, ou... d'information sur les échecs de nombreuses opérations de développement qui s'étaient basées sur cette approche a priori.

#### 5) La problématique du riz

Il peut paraître étonnant, surtout à une époque où les dramatiques sécheresses africaines sont encore fraîches dans les mémoires, de parler du problème de l'eau dans un de ces pays bénis qui bénéficient de la puissante mousson d'Asie.

400 mm de pluie à Niore du Sahel permettent aux fourrages de produire abondamment, 800 mm en zone soudano-sahélienne permettent de récolter de 0,6 à 0,8 t/ha de mil.

Et les 1400 mm de Phnom Penh permettent tout juste d'arriver à 1 t.

C'est que deux facteurs défavorisent en fait la riziculture cambodgienne :

— plante apparemment domestiquée dans les zones de deltas, peut-être même comme commensale de tarots d'eau, elle est celle qui gère le mieux les excès d'eau. En effet, ses parenchymes aérifères (tissus poreux) permettent le stockage d'une certaine quantité d'air qui aide la plante à supporter une submersion relativement prolongée. Par contre, c'est sans doute la **céréale qui valorise le moins bien cette eau**. Aussi, si, pour des raisons historiques et culturelles, elle est par excellence "La Céréale d'Asie du Sud-Est", elle est néanmoins relativement fragile dès qu'elle est cultivée dans des zones où pluviométrie totale et répartition des pluies au cours de la mousson sont très variables.

— fait de civilisation, la mono-culture extensive du riz pratiquée au Cambodge est très dépendante de la capacité de l'éco-système à auto-restaurer sa fertilité. Il

y a certes les crues fertilisantes du Mékong qui, grâce au système des "prek", naturels ou artificiels, débordent dans les arrière-berges (phénomène de colmatage). Mais cela ne touche finalement qu'une petite partie des terroirs rizicoles cambodgiens. La restitution de la fertilité d'immenses étendues de rizières reste dépendante de facteurs à faibles productivités : pluies nitrifiantes en période d'orage, transferts de fertilité par les eaux de ruissellement, activités des micro-organismes. Ceux-ci sont à la base d'un système où les quelques apports fixent le niveau maximum de la production : cette Tonne /ha qui classe les rendements cambodgiens parmi les plus bas du monde.

Face à ces contraintes, les agricultures ont produit **des stratégies anti-aléatoires** étonnantes, basées sur cette grande **gamme de variétés** dont on a déjà souligné l'importance, intégrée alors dans un jeu subtil d'utilisation du temps, des hommes et des terroirs.

Ainsi, par exemple, des prélèvements d'échantillons dans la province de Takéo montrent que pour une même parcelle et une même variété, la densité au repiquage sera variable afin de tenir compte de l'hétérogénéité de la parcelle : peu de poquets dans les zones près des diguettes où l'eau a tendance à s'accumuler afin de favoriser le tallage, densité de poquet au m<sup>2</sup> plus importante sur les points hauts de la parcelle, afin d'obtenir une densité d'épis suffisante malgré le mauvais tallage. Par contre une série d'observations dans la zone la plus sableuse de la province de Kompong Chhnang a montré un certain nombre de cas où la réponse à l'hétérogénéité topographique intraparcellaire était l'utilisation dans la même rizière de variétés différentes.

Mille et une facettes de l'ingéniosité paysanne...

Mais, comme il a déjà été dit, ces systèmes ont comme objectif, non pas la maximisation de la production mais la **minimisation des risques**. On aura donc des rendements bas mais finalement relativement stables, dont les quelques variations s'équilibrent à l'échelle de plusieurs années. On trouve là l'importance des petits stocks alimentaires anti-cataclismiques familiaux, qui, s'ils n'ont pas l'importance des greniers africains, s'ils ont largement été affectés par l'endettement progressif de la paysannerie dans les années d'avant guerre, n'en ont pas moins joué un rôle réel.

On est loin de ce grenier à riz de l'Indochine. Seul le secteur modernisé à origine et orientation nettement coloniales et le système d'extorsion des stocks et surplus paysans lié à l'endettement et l'usure ont permis au riz cambodgien de se faire une place au soleil dans le secteur "compradore" de l'exportation.

A ce niveau de l'analyse, deux alternatives existent. L'une est basée sur l'**amélioration de la riziculture** et l'autre sur la recherche d'une **diversification de l'agriculture**, pas tant pour produire des matières premières pour l'industrie ou l'exportation

(il faudra néanmoins le faire) que pour éviter que la sécurité alimentaire du pays ne soit basée sur la seule et bien fragile production de riz. Cette dernière voie étant à très long terme et demandant des efforts considérables de recherche et d'éducation, les kampuchéens, pressés et pragmatiques, ont "foncé" sur la première, l'amélioration de la culture du riz.

Et d'abord l'**irrigation** : Parmi les problèmes principaux de cette riziculture il faut en effet citer le risque permanent d'avoir une période de sécheresse à l'une ou l'autre des phases du cycle du riz où celui-ci est particulièrement sensible : repiquage, floraison.

Pour pallier aux risques durant la deuxième de ces périodes, l'agriculture khmère a généré essentiellement des variétés "photopériodiques", c'est-à-dire dont la période de mise à fleur est déterminée par une durée relative du jour et de la nuit fixée, correspondant souvent aux alternances qui ont cours durant octobre/novembre, lorsque les risques de sécheresse sont faibles.

Pour pallier aux risques de la période du repiquage, les agriculteurs n'ont hélas pas d'autres possibilités que d'échelonner dans le temps la mise en place des pépinières et de les faire suffisamment grandes pour avoir une marge de sécurité si les premiers plants repiqués sont affectés par une période de sécheresse. Aussi, on peut voir fréquemment dans les campagnes cambodgiennes des plants être repiqués malgré leur stade avancé ou des pépinières être semées plusieurs fois. Aux problèmes d'approvisionnement en semences et des pertes entraînées par le recours à des graines de moins bonne qualité pour un deuxième ou troisième semis, se rajoute la baisse substantielle de rendement liée au raccourcissement de la période végétative du fait des délais en début de cycle.

L'irrigation, en appoint pendant la saison des pluies permet donc de lever ce risque permanent d'une sécheresse, d'assurer des repiquages précoces et un bon approvisionnement en eau en fin de cycle. C'est donc un moyen finalement simple d'assurer que la production nationale atteigne un certain niveau.

La création de réserves d'eau permet aussi d'envisager le développement des cultures irriguées de saison sèche. Mais les cadres du Département de l'Hydraulique du Ministère de l'Agriculture ou les responsables provinciaux sont bien conscients des coûts du pompage et les difficultés inhérentes à l'utilisation de moto-pompes. Ils essaient d'orienter leurs interventions vers les systèmes gravitaires.

Mais ce développement des **infrastructures hydrauliques** est à la fois coûteux en travail (puisque'il n'y a pas un parc de matériel lourd suffisant) et exigeant techniquement (ce qui demande un personnel qualifié qui manque encore). Malgré toutes ces difficultés, il y a une grande demande de la part des provinces : chacune a un ouvrage à réparer, un réseau de canaux à aménager, une digue anticrue à édifier. Et mes

collègues de l'Hydraulique, dans la situation de manque de compétence, de pénurie de matériel de topographie et malgré les difficultés de tous ordres qu'ils ont rencontrées ont finalement fait déjà quelques miracles : restaurations des digues de Kompong Cham, remise en état de réseaux à Kompong Speu et à Siem Réap, etc. Grâce à eux et grâce aux agences volontaires (comme CIDSE, OXFAM, AFSC, WCC et quelques autres,) dans certains villages, les mots "tveu sraé nung teuk" ont pris un sens nouveau. Mais que de difficultés encore.

Ainsi par exemple, le problème de la juxtaposition des **calendriers des travaux** entre le "sraé vossa" (rizières de saison des pluies) et "sraé prang" (rizières de saison sèche) est aussi important à prendre en compte : quelles longueurs de cycle, quelles infrastructures de séchage et de stockage, quelle organisation des travaux.

Ces questions ne sont hélas que rarement posées.

## 6) Les revenus agricoles

Les productivités différentielles entre régions d'un même pays et la différenciation économique qu'elles entraînent sont parmi les données les plus difficiles à gérer pour un pays qui veut se prévaloir à la fois d'un grand pragmatisme et d'options socialistes. Et, si c'est en même temps la chance du Kampuchéa d'avoir une grande variété de paysages, c'est aussi là l'origine d'inégalités dont l'analyse de quelques budgets familiaux montre l'importance.

On notera qu'on retrouve inchangées la plupart des différenciations régionales d'avant guerre : riches zones des berges où les belles maisons en bois sur pilotis réapparaissent ; pauvres plaines rizicoles où les "néak sraé" n'ont souvent pas encore pu accumuler suffisamment pour pouvoir envisager une restauration de leur habitat.

### — Zones rizicoles :

Les revenus y sont faibles : 1500 à 6000 riels/an. Pour donner quelques points de référence, un attelage coûte de 5000 à 12000 riels, une charrue environ 500, une charrette de 2000 à 3000 riels. Dans un village pauvre de la province de Kampot, éloigné des riches eaux poissonneuses des bords du Tonlé Sap, les dépenses familiales en prahoc (pâte de poisson fermentée), teuk Trey (sauce poisson) et Trey ngiet (poisson sec) se montent respectivement à 600, 50, et 250 riels, soit le total relativement assez élevé de 900 riels/an.

Pour beaucoup d'agriculteurs, ce revenu monétaire proviendra d'activités de contre saison, souvent non agricoles. Dans ce contexte de faibles revenus et de faible capacité d'investissement, le problème des coûts de production et donc du choix des alternatives techniques, prend toute son acuité.

L'un des faits les plus marquants pour ces agriculteurs, est la disparition du poids considérable que

représentaient, pour les budgets familiaux, l'endettement et l'usure (3).

#### — Zones des berges :

Nous sommes là dans des situations beaucoup plus favorisées. La richesse des sols de berge et d'arrière-berge, la permanence des ressources en eau et la proximité des marchés avaient été à l'origine d'une agriculture variée, commerciale, essentiellement basée sur les "chamcar mouat tonlé" (jardins de berge).

Les "néak chamcar" (paysans des zones non submergées, ce qui s'oppose à "néak sraé"), peuvent avoir là des revenus mensuels de 800 riels, plus qu'un salaire de fonctionnaire et 3 fois plus élevé qu'un revenu de riziculteur. Celui qui, proche de la capitale, vend ces produits directement à Phsa O Russei ou au marché de Tha Kmao, bénéficiera d'une rente de situation très enviable. Quant à celui qui produira des fleurs en période de fête, il pourra gagner entre le début janvier (7 janvier : anniversaire de la "Libération") et la fin avril (13 avril : nouvel an khmer ; 17 avril : victoire sur les américains en 1975), plus de 6000 riels.

## CONCLUSION

De nombreux sujets n'ont pu être abordés dans cette rapide présentation de l'évolution de l'agriculture kampuchéenne de l'après-79 : La pêche, si importante pour l'alimentation de ces mangeurs de riz et de poissons que sont les khmers ; les quelques cultures industrielles comme le coton, le jute pour la sacherie de Battambang, secteurs dans lesquels les ONG pourront trouver d'intéressants thèmes d'intervention. Et surtout l'hévéaculture et l'exploitation des forêts, domaines quasi-réservés aux experts des pays socialistes et considérés comme si importants qu'ils sont indiqués dans les objectifs du Programme Economique et Social d'Orientation pour les cinq prochaines années (publié lors du 5<sup>e</sup> Congrès du P.C.K. en automne 85).

J'aurais aussi pu dire un mot sur l'étonnante et parfois inquiétante différenciation sociale qui est en cours à Phnom Penh et qui fait que, de nouveau, la ville vit au-dessus de ses moyens. Car si c'est plutôt un bon signe de voir que le régime laisse une relative liberté aux acteurs économiques, il y a aussi toujours à craindre de voir, dans une société comme le Cambodge, le retour des "bons vieux systèmes" de corruption, de mandarinat et de concussions de l'ancien temps.

Mais j'ai voulu focaliser mon regard sur ce qui touche et touchera réellement la vie des agriculteurs cambodgiens : la renaissance de l'agriculture traditionnelle et les poids qui pèsent sur cette renaissance ; les politiques économiques et organisationnelles qui, dans un contexte troublé et rempli

(3) Leurs cousins khmérophones de Thaïlande (Khorat, Surin, Buriram) sont souvent endettés pour des sommes représentant plusieurs années de revenu, ce qui a des répercussions sociales et même nutritionnelles non négligeables

d'incertitudes vont influencer positivement ou négativement le redémarrage de ce qui demeure en dernier ressort la vraie et spécifique vie du Kampuchéa : Celle qui se passe dans les rizières bocagées, le long des diguettes plantées de Borassus (palmiers à sucre) ou sur les bords ombragés des "stung" où plongent carrelets et nasses, sur les pistes sableuses parcourues par ces élégantes charrettes qui depuis Angkor, ont parcouru les temps sans changer ou sur les marches de ce petit temple de campagne, où un vieux bonze m'a tendu la noix de coco de bienvenue.

L'analyse du Programme d'Orientation montre à la fois de grands progrès dans la "management capacity" des cadres du Ministère de l'Agriculture et des administrations provinciales et un gros effort de pragmatisme notamment dans la détermination des spécificités provinciales par rapport aux 4 objectifs principaux de ce programme riziculture, pêches, hévéaculture et forêts.

En ce qui concerne le domaine rizicole, un gros travail de réflexion doit sans doute être encore mené. En effet, il n'est pas évident que tous les objectifs techniques, notamment ceux concernant le doublement systématique de la culture durant la saison des pluies et l'extension des surfaces irrigables en saison sèche, soient réalisables.

Un regard dans le proche passé doit rappeler ce que sont "les coûts humains et sociaux" d'une politique inconsidérée de surdéveloppement des infrastructures hydrauliques dans un pays sous-peuplé...le Kampuchéa n'est pas le Vietnam. Les solutions techniques doivent donc être différentes !

De même, on retrouve avec peu de nuances l'espoir classique que le recours aux engrais "salvateurs", aux pesticides, aux variétés améliorées, va résoudre tous les problèmes. L'incapacité de ces thèmes à apporter des solutions a pourtant été maintes et maintes fois démontrée, surtout en l'absence d'une structure commerciale incitative. La recherche sur les **pratiques paysannes**, la détermination des **contraintes techniques** et/ou économiques qui pèsent sur ces agricultures, tout simplement **les souhaits des agriculteurs** ont apparemment une fois encore été oubliés par les planificateurs.

Pourtant il ne s'agit pas d'avoir non plus une vie passiste. Sur les ruines du passé et dans le flou du présent, les hommes et les femmes de "Srock Khmaer", essaient de ramener le pays à la vie. Ensuite, le "progrès" (mais qu'est-ce que c'est ?) devra un jour, lui aussi, atteindre le Kampuchéa.

Il ne faudra pas que ce jour-là, par mépris ou par méconnaissance, comme on l'a vu trop souvent dans de nombreux pays, **ce progrès se fasse contre les paysans**.

Il y a au Kampuchéa beaucoup de choses passionnantes à faire.

Il y a les kampuchéens eux-mêmes qui, dans des conditions difficiles, ont déjà beaucoup fait pour essayer de reconstruire leur pays et qui sont des partenaires très "challenging", avec qui on peut, on doit discuter, afin de créer les conditions d'un réel partenariat.

Ce sont là quelques uns des messages que j'ai essayé de mettre dans ces lignes.

*Ce travail n'aurait pu être fait sans la bonne volonté de ces agriculteurs rencontrés ni sans l'aide de mes collègues et amis du Ministère de l'Agriculture, qui, malgré les difficultés, malgré les contraintes de tous ordres, tentent de reconstruire quelque chose qui ressemble au Cambodge.*

*Qu'ils en soient remerciés.*

## BIBLIOGRAPHIE

- BOUA C., 1981. — Women in Kampuchea. — Bangkok : UNICEF. — 27 p.
- CARBONNEL J., 1969. — Le Grand Lac du Cambodge. — ORSTOM. — 354 p.
- CETRI, 1979. — La Famine au Cambodge, antécédents et causes politiques : Louvain-La-Neuve : CETRI. — 35 p.
- CIA, 1980. — Kampuchea, a demographic catastrophe. — Washington : Research Paper. — 19 p.
- DELVERT J., 1961. — Le Paysan Cambodgien. — Paris : Mouton. — 740 p.
- DELVERT J.; 1979. — La Paysannerie khmère avant 1970. — In: Mondes en Développement n° 28. — pp. 732-749.
- DENNIS J., 1983. — Kampuchea ecology and resource base : natural limitation on food production strategies. — Phnom Penh : OXFAM. — 45 p.
- DENNIS J., 1985. — Kampuchea rice and fish production : geographic, ecological and development performances. — Ithaca/Cornell. — 24 p.
- DUMONT R., 1964. — Les possibilités de développement de l'économie agraire khmère. — Bureau FAO/Phnom Penh. — 130 p.
- FAO/OSRO, 1981, 1982, 1983, 1984. — Reports on food and agricultural situation in Kampuchea. — Rome, Phnom Penh.
- GOUROU P., 1984. — Riz et civilisation. — Paris : Fayard. — 294 p.
- GRUNEWALD F., 1983. — Le Kampuchéa contemporain et ses problèmes de développement agricole. — Rapport de Mission ASCODEKA. — 213 p.
- GRUNEWALD F., 1984. — La situation de l'agriculture cambodgienne. — Rapport de mission. ADRAC/ENDA. — 46 p.
- GRUNEWALD F., 1985. — Riz, Buffles et poissons. — Actes du séminaire Relations agriculture élevage, DSA Montpellier (Collection Documents Systèmes Agraires n° 4)
- GRUNEWALD F., 1986. — Rapports sur la situation agricole et alimentaire en R.P.K.. — Bangkok : Nations Unies (non diffusés).
- HELLEI A., 1979. — L'agriculture du Cambodge et les problèmes du paysan khmer de 64 à 74. — In : Mondes en Développement n° 28. — pp. 750 - 766.
- LEFEVRE R., 1968. — L'économie agricole du Royaume du Cambodge. — Phnom Penh : FAO ; rapport général + monographies. — 1200 p.
- LIP.H.T., 1961. — Essais d'engrais dans les rizières cambodgiennes. — In : revue d'agronomie appliquée (8) 4/5. — pp. 191 - 199.
- MARTIN M.A., 1971. — Introduction à l'ethnobotanique du Cambodge. — Paris : CNRS. — 265 p.
- MARTIN M.A., 1981. — La riziculture et la maîtrise de l'eau au Kampuchéa Démocratique. — In : Etudes Rurales n° 83 7-9 — 7-44.
- MIGOZZI J., 1978. — Cambodge : faits et problèmes de population. — Paris : CNRS. — 303 p.
- PIN YA TAI, 1980. — L'utopie meurtrière. — Paris : Laffont. — 415 p.
- THION S., 1973. — La question agraire en Indochine. — In : Cahiers Internationaux de Sociologie n° jan-juin. — pp. 31 - 59.
- THION S., 1979. — Guerre des socialismes et mort des peuples. — In : Esprit. — pp. 135-140.
- THION S., POMONTI, 1971. — Des courtisans aux partisans : essai sur la crise cambodgienne. — Paris : NRF/Idées. — 374 p.
- THION S., KIERNAN, 1981. — Khmers Rouges. — Paris : Albin Michel. — 396 p.
- THION S., VICKERY M., 1981. — Cambodia : background and issues. — Phnom Penh ; polycopié CWS. — 31 p.
- TICHIT L., 1981. — L'agriculture du Cambodge. — Paris : ACCT (thèse soutenue en 1969). — 423 p.
- SHAWCROSS W., 1979. — Une tragédie sans importance. — Paris : Balland. — 438 p.
- SHAWCROSS W., 1984. — The Quality of Mercy. — Bangkok: Duang Kamol.
- VICKERY M., 1984. — Cambodia : 1975-1982. — Boston : South Press. — 360 p.
- VICKERY M., 1984. — Kampuchea : 1982-1985. — Boston : South Press. — 280 p.
- VAN DER LINDEN T., 1986. — The main constraints and possibilities in the watermanagement practices in Kampuchea. — Phnom Penh : CIDSE. — 67 p.